



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté  
et de la légalité**

## **ARRÊTÉ**

Bureau de la réglementation  
et des élections

**Arrêté préfectoral portant autorisation environnementale**

N° *DCL-BRENV-2021-218-1*

**GAEC DES DUCS**

**Les Ducs**

**71220 VEROSVRES**

**LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu la directive 2010/75/UE du parlement européen et du conseil du 24 novembre 2010 sur les émissions industrielles dite « directive IED »,  
Vu la décision d'exécution 2017/302/UE du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dites « MTD » pour l'élevage de volailles ou de porcs,  
Vu le code de l'environnement,  
Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment la rubrique 3660-a,  
Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,  
Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels,  
Vu l'arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2021-36-1 en date du 5 février 2021 ordonnant l'organisation d'une enquête publique du lundi 8 mars 2021 au vendredi 9 avril 2021,  
Vu l'ordonnance n° E21000008-21, où M. le Président du Tribunal Administratif de Dijon, en date du 28 janvier 2021, a nommé Monsieur Daniel LONGIN en qualité de commissaire enquêteur.  
Vu l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public,  
Vu la publication de cet avis les 19 février 2021 et 12 mars 2021 dans le journal de Saône-et-Loire et dans l'Exploitant Agricole les 19 février 2021 et 12 mars 2021,  
Vu le récépissé de déclaration en date du 1 décembre 2017 pour l'exploitation d'un élevage de 110 vaches allaitantes,  
Vu la création du GAEC DES DUCS en date du 1<sup>er</sup> septembre 2020,  
Vu la demande d'autorisation environnementale présentée le 4 septembre 2020, complétée le 8 décembre 2020 par Monsieur RUET dont le siège social est situé au lieu-dit « Les Ducs » 71220 VEROSVRES en vue d'obtenir l'autorisation environnementale d'exploiter un élevage de 60 000 poulettes sur la commune de VEROSVRES.  
Vu le rapport de recevabilité en date du 10 janvier 2021 de la dite demande établi par l'inspection de l'environnement ;  
Vu l'avis de l'autorité environnementale en date du 1<sup>er</sup> décembre 2020 émis par la Mission Régionale d'Autorité Environnementale Bourgogne Franche-Comté,

Vu les avis émis par les conseils municipaux de VEROSVRES, TRIVY, DOMPIERRE LES ORMES, MONTMELARD, OZOLLES et BEAUBERY

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés,

Vu le rapport et les conclusions établis par le commissaire enquêteur en date du 9 mai 2021,

Vu le rapport et les propositions en date du 1<sup>er</sup> juillet 2021 de l'inspection de l'environnement ;

Vu le mail du 4 août 2021 dans lequel l'exploitant fait part de ses observations sur le projet d'arrêté porté à sa connaissance le 22 juillet 2021 ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation environnementale préfectorale,

Considérant que l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures que spécifie le présent arrêté permettent de prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement,

Considérant que les remarques soulevées lors de la phase d'examen et lors de l'enquête publique ont fait l'objet de réponses de la part du pétitionnaire et font l'objet de prescriptions au présent arrêté autant que nécessaire,

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentées par les installations,

Considérant que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial,

Considérant que, compte-tenu des retours de l'enquête publique et de l'avis de certaines collectivités sollicitées, il convient de renforcer certaines prescriptions,

Considérant que l'exploitant met en œuvre les meilleures techniques disponibles (MTD) relatives à l'élevage de volailles,

**Sur** proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

---

### **TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

---

#### **CHAPITRE 1.1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION**

##### **Article 1.1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation**

Le GAEC DES DUCS dont le siège social est situé au lieu-dit « Les Ducs » 71220 VEROSVRES est autorisé, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de VEROSVRES, un élevage de 60 000 poulettes et 135 vaches allaitantes et la suite.

##### **Article 1.1.2 - Élevage relevant de la directive IED**

Au sens de l'article R.515-61 du code de l'environnement, la rubrique IED principale est la rubrique 3660 relative aux élevages intensifs et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF (document de référence dans l'Union Européenne sur les élevages intensifs de porcs et volailles).

#### **CHAPITRE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS**

##### **Article 1.2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau**

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévu à l'article L.512-1 du code de l'environnement au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

Désignation des installations en fonction des critères de la nomenclature ICPE	Rubriques concernées de la nomenclature ICPE	Seuil de classement*	Caractéristiques de l'installation / capacité maximale du site
Élevage intensif de volailles Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles	3660-a*	Autorisation	60 000 volailles
Élevage de bovins allaitants	2101-3	Déclaration	135 vaches allaitantes

*Nota : Par « volailles », on entend : les poulets, poules, dindes, pintades, canards, oies, cailles, pigeons, faisans et perdrix, élevés ou détenus en captivité en vue de leur reproduction, de la production de viande ou d'œufs de consommation ou de la fourniture de gibier de repeuplement.*

*A : Autorisation*

*NC : Installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime A.*

L'établissement est classé au titre de la Directive IED (Industrial Emissions Directive) n°2010/75/EU du 24 novembre 2010 (directive remplaçant la directive IPPC (Integrated Pollution Prevention and Control) n°2008/01/CE du 15 janvier 2008) pour l'exploitation d'un élevage de volailles pour un effectif supérieur à 40 000 emplacements. La rubrique 3660 a été créée par le décret n°2013-375 du 2 mai 2013 modifiant la nomenclature des installations classées. Ce décret est survenu dans le cadre de la transposition de la directive IED.

Cette directive oblige les projets à aligner leurs performances environnementales sur celles des meilleures techniques disponibles. Ainsi, le BREF élevage définit les meilleures techniques disponibles pour réduire les émissions d'ammoniac des plus grandes exploitations.

#### **Article 1.2.2 - Situation de l'établissement**

Le site est localisé au lieu-dit « Les Ducs » 71220 VEROSVRES

Atelier allaitant existant : section H, parcelle 59, 430 et 432

Projet bâtiment poulettes : section H, parcelle 54, 55, 56 et 60

#### **Article 1.2.3 - Consistance des installations autorisées**

Les installations sont composées de :

- 3 stabulations existantes pour l'élevage de vaches allaitantes,
- un hangar existant utilisé pour le stockage de fourrage,
- un hangar existant utilisé pour le stockage du matériel,
- deux silos plats de 300m<sup>3</sup> pour l'alimentation des bovins,
- d'un bâtiment d'élevage (en projet) avec sas sanitaire permettant d'accueillir 60 000 poulettes. Ce bâtiment a une surface de 1728 m<sup>2</sup> et sera équipé de 3 lignes de volière à 2 étages. Le premier tiers se situe à 125 mètres au Sud du site,
- un hangar de stockage des fientes.
- 3 silos verticaux de 26 m<sup>3</sup> pour l'élevage de poulettes,
- un local équarrissage,
- 1 cuve de gaz permettant le stockage de 3,2 tonnes de gaz,
- une fosse de 1,5m<sup>3</sup> pour collecter les eaux des sas sanitaires,
- une fosse de 20 m<sup>3</sup> pour collecter les eaux de nettoyage du bâtiment poulettes.

Pour l'atelier allaitant : Le GAEC exploite un élevage de 135 vaches allaitantes de race Charolaise.

La majorité des vêlages se déroulent en hiver. Les broutards sont vendus à environ 10 mois pour être exportés vers l'Italie.

Les animaux sont dans les pâturages d'avril à fin novembre.

Pour l'atelier poulettes : Le bâtiment d'élevage en projet accueillera des poussins de 1 jour qui seront élevés jusqu'à 17 semaines, âge de maturité de ponte. Chaque année, l'élevage accueillera 2,4 bandes de poulettes.

Des volières seront installées dans la salle d'élevage du bâtiment en projet. Les poulettes pourront développer leur comportement naturel leur permettant de s'adapter lors du stade ponduse à tout type de mode d'élevage ; volière, plein-air, sol voire standard.

Entre chaque lot de poulettes, des opérations de nettoyage et de vide sanitaire seront effectuées par le personnel interne de l'élevage. Cette période de vide sanitaire, d'au moins dix jours permettra le nettoyage et la désinfection des locaux et équipements avant l'arrivée d'une nouvelle bande.

L'ensemble des effluents produits sur le site d'élevage est valorisé en amendement organique normalisé conforme à la norme NFU 44-051.

Les installations citées dans le présent article sont reportées sur les plans en annexe I.

### **CHAPITRE 1.3 - CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

### **CHAPITRE 1.4 - DURÉE DE L'AUTORISATION**

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant trois années consécutives à compter du jour de sa notification, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R.181-48 du code de l'environnement.

### **CHAPITRE 1.5 - MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ**

#### **Article 1.5.1 - Modification du champ de l'autorisation**

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite du projet.

Toute modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

#### **Article 1.5.2 - Mise à jour de l'étude de dangers et de l'étude d'impact**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

#### **Article 1.5.3 - Équipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

#### **Article 1.5.4 - Transfert sur un autre emplacement**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou de déclaration.

#### **Article 1.5.5 - Changement d'exploitant**

En application des articles L.181-15 et R.181-47 du code de l'environnement, lorsque le bénéfice de l'autorisation est transféré à une autre personne, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent le transfert.

### Article 1.5.6 - Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures de l'article R.512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R.512-39-1 à R.512-39-1, l'usage à prendre en compte est le suivant : usage agricole.

Lorsque l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant en informe le Préfet au moins trois mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.

Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la vidange des équipements (fosses de stockage des effluents, cuves de stockage, silos....)
- la surveillance des effets de l'installation sur l'environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article.

## CHAPITRE 1.6 - INCIDENTS OU ACCIDENTS

### Article 1.6.1 - Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.183-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## CHAPITRE 1.7 - RÉGLEMENTATION

### Article 1.7.1 - Réglementation applicable

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-après (liste non exhaustive) :

21/02/17	Conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles issues du BREF élevages intensifs.
15/02/17	Décision d'exécution établissant les conclusions sur les meilleures techniques (MTD) au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement Européen et du Conseil, pour l'élevage intensifs de volailles.
27/12/13	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101,2102,2111 et 3360 de la nomenclature des installations classées.
27/12/13	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre des rubriques 2101 de la nomenclature des installations classées.
04/10/10	Arrêté relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
31/01/08	Arrêté ministériel relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et de déchets.
23/01/97	Arrêté relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement

### Article 1.7.2 - Compléments, renforcements des prescriptions

Les prescriptions générales qui s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont complétées et renforcées par celle du titre II.

### **Article 1.7.3 - Respect des autres législations et réglementations**

Le présent arrêté d'autorisation environnementale fixe en outre les prescriptions spécifiques applicables à l'établissement pour le respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 du code de l'environnement en complément des prescriptions générales applicables précitées, sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables notamment le code rural et de la pêche maritime, le code de la santé publique....

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

---

## **TITRE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES**

---

### **CHAPITRE 2.1 - COMPLÉMENTS RENFORCEMENTS DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

Pour la limitation des nuisances vis-à-vis des tiers (olfactives, sonores et visuelles), l'adaptation de la défense extérieure contre l'incendie, l'encadrement de l'épandage des fientes non-normées et des eaux de lavage, les prescriptions générales applicables aux installations sont complétées/renforcées par celles des articles 2.2.1 à 2.2.4 ci-après.

#### *Article 2.1.1 - Intégration paysagère*

Afin de limiter l'impact paysager du projet et limiter les nuisances pour les tiers, 3 châtaigniers et de nouvelles plantations en bosquets (frênes, charmilles) seront plantées à l'Ouest, au Sud et à l'Est du bâtiment en projet.

#### *Article 2.1.2 - Bruit*

Une étude de bruit complète, dont les dispositions de réalisation devront être validées par l'inspection des installations classées sera réalisée dans les 6 mois après la mise en service du site en période d'exploitation optimale.

#### *Article 2.1.3 - Défense extérieure contre l'incendie*

La réserve de 500 m<sup>3</sup>, dont 120 m<sup>3</sup> dédiés à la défense incendie, installé par le GAEC DES DUCS doit disposer d'une plateforme d'aspiration (8 x 4 m) et répondre aux exigences du SDIS.

#### *Article 2.1.4 - Epandage des effluents*

Concernant l'épandage des fientes non-normées, l'article 27-3 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101,2102,2111 et 3360 de la nomenclature des installations classées.est complété par la disposition suivante :

La distance minimale pour l'épandage des fientes ne répondant pas à la norme, sera de 100 mètres avec un enfouissement immédiat sur cultures.

Concernant les eaux de lavage, l'épandage est autorisé :

- uniquement sur des sols cultivés (maïs, blé),
- à plus de 100 mètres des tiers.
- avec une tonne agricole munie de bras d'épandage ne produisant pas d'aérosols.

#### *Article 2.1.5 - Gestion des eaux pluviales*

Les eaux pluviales provenant du bâtiment des poulettes seront collectées dans une réserve de 500 m<sup>3</sup> avec deux picages :

- 120 m<sup>3</sup> consacré à la protection contre l'incendie
- le reste sera utilisé pour le nettoyage du bâtiment.

## **Article 2.1.6 - Nuisances olfactives liées au hangar de stockage des fientes**

Le bâtiment de stockage des fientes sera vide au 30 mai de chaque année.

En période de grand vent, la sortie des fientes du hangar sera interdite, pour éviter toute dispersion de poussière dans l'air et les nuisances olfactives.

---

## **TITRE 3 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT**

---

### **CHAPITRE 3.1 - EXPLOITATION DES INSTALLATIONS**

#### **Article 3.1.1 - Objectifs généraux**

L'exploitant met en œuvre les meilleures techniques disponibles répertoriées dans le BREF-élevages, qu'il a définies dans son dossier d'autorisation. Destinées à améliorer les performances environnementales des installations et à réduire leurs effets sur l'environnement, elles reposent sur :

- un système de management environnemental et suivi des évolutions concernant les techniques mises en œuvre au sein de son élevage,
- une bonne organisation interne (présence quotidienne sur l'exploitation et contrôle régulier des équipements),
- une alimentation multi-phasage et une stratégie nutritionnelle permettant de réduire l'azote et le phosphore excrétés par les animaux,
- une utilisation rationnelle de l'eau provenant du réseau public
- une utilisation rationnelle de l'énergie,
- une réduction des émissions sonores, des émissions de poussières et des odeurs,
- la mise en place de technique pour réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant des bâtiments d'hébergement des volailles et respecter le niveau d'émission associé fixé,
- le respect du plan d'épandage,

Les meilleures techniques disponibles sont recensées dans des référentiels européens (BREF) disponibles sur le site : [www.aida.ineris.fr](http://www.aida.ineris.fr)

L'exploitant doit prévenir en toutes circonstances l'émission, la dissémination ou le déversement chroniques, accidentels, directs ou indirects, de matières ou de substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement.

#### **Article 3.1.2 - Périmètre d'éloignement**

Les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés à une distance minimale de :

- 100 mètres des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation, des hébergements et locations dont l'exploitant a la jouissance et des logements occupés par les anciens exploitants), des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme), ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ; cette distance est réduite à 50 mètres lorsqu'il s'agit de bâtiments mobiles d'élevage de volailles faisant l'objet d'un déplacement d'au moins 100 mètres à chaque bande ; cette distance peut être réduite à 15 mètres pour les stockages de paille et de fourrage de l'exploitation ; toute disposition est alors prise pour prévenir le risque d'incendie ;

- 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;

- 200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages, à l'exception des piscines privées ;

- 500 mètres en amont des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

- 50 mètres des berges des cours d'eau alimentant une pisciculture, sur un linéaire d'un kilomètre le long de ces cours d'eau en amont d'une pisciculture, à l'exclusion des étangs empoisonnés où l'élevage est extensif sans nourrissage ou avec apport de nourriture exceptionnel.

## **CHAPITRE 3.2 - INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE - BIODIVERSITÉ**

### **Article 3.2.1 - Propreté**

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, de boues et de déchets.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet, les ouvrages de stockages (effluents ou aliments) et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...)

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer les bâtiments dans l'environnement local.

### **Article 3.2.2 - Biodiversité**

L'exploitant prend les dispositions appropriées pour préserver la biodiversité végétale et animale sur son exploitation notamment en garantissant le maintien d'infrastructures agroécologiques de types d'espèces locales, bosquets talus enherbés, points d'eau.

## **CHAPITRE 3.3 - DANGER OU NUISANCE**

Tout danger ou nuisance susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

---

## **TITRE 4 - PRÉVENTION DES RISQUES ET ACCIDENTS**

---

### **CHAPITRE 4.1 - PRINCIPES DIRECTEURS ET DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences.

Tous les sols des bâtiments d'élevage, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les ouvrages de stockage) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des installations annexes doit permettre l'écoulement des effluents vers les ouvrages de stockage.

A l'intérieur des bâtiments d'élevage, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins.

Toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers.

#### **Article 4.1.1 - Voies de circulation**

Les voies de circulation internes à l'élevage sont entretenues de telle sorte qu'elles ne soient pas à l'origine de pollution des accès et des eaux de ruissellement.

### **CHAPITRE 4.2 - PROTECTION CONTRE L'INCENDIE**

#### **Article 4.2.1 - Protection interne**

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs de capacité et de nature différente appropriée aux risques à combattre et répartis sur le site aux endroits stratégiques : extincteurs CO<sub>2</sub> de 2 à 6 kg à proximité des armoires électriques et extincteurs à poudre polyvalente de 6 kg à proximité du groupe électrogène et du stockage de gaz.



Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

#### **Article 4.2.2 - Protection externe**

Le site dispose d'un poteau incendie de 43m<sup>3</sup>/h (DECI communale n°12), situé à 400 mètres du bâtiment en projet et une réserve de 120 m<sup>3</sup> sera installée par Monsieur RUET.

La réserve assurant les volumes requis, qu'elle soit artificielle ou naturelle, doit être utilisable par tous les temps et en toutes saisons, son efficacité ne devra pas être réduite ou annihilée par les conditions météorologiques. Elle doit répondre aux caractéristiques suivantes :

1. L'accès à l'aire d'aspiration doit être adapté aux engins d'incendie et suffisamment dimensionné.
2. L'aire d'aspiration d'une surface de 32 m<sup>2</sup> (4mX8m), devra présenter une résistance au sol permettant la mise en station d'un engin pompe (≈16 tonnes). Cette aire sera dotée d'une pente de 2 % afin d'évacuer les eaux de ruissellement. Elle sera équipée d'un dispositif fixe de calage des véhicules.
3. Un dispositif fixe d'aspiration, permettant le raccordement à la pompe de l'engin en aspiration, pourra compléter ce dispositif.

Chaque nouveau point d'eau incendie public doit faire l'objet d'une visite de réception, avant ouverture, par le maître d'ouvrage ou l'installateur, avec rédaction d'une fiche de liaison à demander auprès du SDIS.

### **CHAPITRE 4.3 - PRÉVENTION DES ACCIDENTS**

Les installations techniques (gaz, chauffage, fuel) sont réalisées et contrôlées conformément aux dispositions des normes et réglementations en vigueur.

Elles sont contrôlées au moins tous les cinq ans par un technicien compétent. Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition des organismes de contrôle et de l'inspecteur de l'environnement.

---

## **TITRE 5 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

---

### **CHAPITRE 5.1 - PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU**

#### **Article 5.1.1 - Origine des approvisionnements en eau**

L'approvisionnement en eau de l'élevage sera assuré par l'adduction d'eau publique, sauf pour les eaux de nettoyage qui proviennent de la fosse de stockage des eaux pluviales.

	<b>Espèces</b>	<b>Abreuvement</b>	<b>Brumisation</b>	<b>Sas sanitaires</b>	<b>TOTAL</b>
<b>Réseau adduction publique</b>	Poulettes	1440m <sup>3</sup> /an	240 m <sup>3</sup> /an	7 m <sup>3</sup> /an	<b>1687 m<sup>3</sup>/an</b>
	Bovins	1550 m <sup>3</sup> /an			<b>1550 m<sup>3</sup>/an</b>
					<b>3237 m<sup>3</sup>/an</b>

#### **Article 5.1.2 - Protection des réseaux d'eau potable**

La canalisation d'arrivée d'eau du réseau communal sur le site d'exploitation est équipée d'un disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable ou tout autre dispositif équivalent. Une maintenance annuelle de ce dispositif doit être assurée.

Un compteur d'eau volumétrique est installé sur la conduite d'alimentation en eau du site. Un relevé des consommations est réalisé régulièrement pour permettre une amélioration de la gestion des ressources en eau et une identification rapide des éventuelles fuites.

Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.

### **Article 5.1.3 - Adaptation des prescriptions en cas de sécheresse**

L'exploitant doit respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral sécheresse qui lui est applicable dès sa publication.

## **CHAPITRE 5.2 - GESTION DES EAUX PLUVIALES**

Les eaux pluviales non polluées sont séparées des eaux résiduaires et des effluents d'élevage et peuvent être évacuées vers le milieu naturel ou vers un réseau particulier.

Les eaux de pluie provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice.

Les eaux pluviales des toitures de l'ensemble des bâtiments (volailles) sont collectées par des gouttières et rejoindront une fosse de stockage, afin d'être utilisées pour le nettoyage du bâtiment poulette.

## **CHAPITRE 5.3 - GESTION DES EAUX USÉES**

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes et les eaux susceptibles de ruisseler sur les aires bétonnées sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents.

Pour l'atelier poulettes : les eaux de nettoyage sont collectées dans une fosse de 20 m<sup>3</sup>, puis épandues sur le parcellaire de Monsieur RUET.

Concernant les eaux des sas sanitaires : celles-ci sont collectées dans une fosse de 1,5 m<sup>3</sup> et reprises par un vidangeur agréé.

## **CHAPITRE 5.4 - GESTION DES EFFLUENTS**

### **Article 5.4.1 - Règles générales**

Tout rejet d'effluents non traités dans les eaux superficielles est strictement interdit.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eau souterraine ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Toutes les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des bâtiments et des annexes sont collectées par un réseau étanche et dirigées vers les installations de stockage des effluents.

La nature, les caractéristiques et les quantités d'effluents destinés à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au minimum.

Les opérations d'épandage sont conduites afin de valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les effluents et d'éviter toute pollution des eaux et des sols.

### **Article 5.4.2 - Identification des effluents**

Quantité d'effluents produits par an :

Animaux	Quantité d'effluents produits	Teneur en Azote (N)
Bovins allaitants	957 tonnes de fumier compact	5,8 kg d'azote / tonne
Poulettes futures pondeuses	144 tonnes de fientes	34,1 kg d'azote/tonne

Eaux de lavage	48 m <sup>3</sup>	0,4 kg/m <sup>3</sup>
Jus d'ensilage	10 m <sup>3</sup>	0,4 kg d'azote /m <sup>3</sup>

Atelier allaitant : production de 957 tonnes de fumier par an.  
Les effluents sont épandus sur le parcellaire de Monsieur RUET.

Atelier poulettes : Les fientes fraîches sont récupérées sur des tapis sous chaque ligne d'alimentation et transférées vers le hangar à fientes tous les 2 à 3 jours.

L'ensemble des fientes (346 tonnes environ) sera valorisé en fertilisant organique normalisé conforme à la norme NFU 44-051.

En cas de non-conformité du produit, deux solutions alternatives sont proposées et détaillées dans l'article 5.4.3

Les 346 tonnes de fertilisants normées seront reprises et commercialisées majoritairement par la coopérative TEOL à Charolles (71).

#### **Article 5.4.3 - Normalisation des fientes de volailles**

##### *1- Normalisation en NFU 44-051*

L'exploitant réalise l'ensemble des analyses nécessaires à la justification du respect de la norme envisagée (fréquence, paramètres imposés). Les prélèvements sont effectués selon un protocole défini et tenu à la disposition des installations classées.

Un prélèvement représentatif de chaque lot sera effectué et transmis à un laboratoire d'analyse agréé pour déterminer les paramètres agronomiques : pH, %MS, %MO, N, NH<sub>4</sub>, P<sub>2</sub>O<sub>5</sub>, K<sub>2</sub>O, MgO.

Un prélèvement représentatif sera effectué deux fois par an et transmis à un laboratoire d'analyse agréé pour vérifier la conformité du produit sur les paramètres suivants :

- Éléments traces métalliques,
- Critères microbiologiques,
- Inertes et impuretés,
- Composés traces organiques.

##### *2- Normalisation en NFU 42-001*

Dans le cas où les teneurs limites seraient dépassées, les fientes pourraient satisfaire aux critères de la norme NFU 42-001, à partir de protocoles d'analyses identiques pour les paramètres agronomiques.

En cas de non-conformité sur l'obtention des normes, le lot de fientes (144 tonnes) sera épandu sur le parcellaire de Monsieur RUET, comme pour les effluents issus de l'atelier allaitant.

## **TITRE 6 - LES EPANDAGES**

### **CHAPITRE 6.1 - CONDITIONS D'ÉPANDAGE DES EFFLUENTS**

#### **Article 6.1.1 - Règles générales**

La nature, les caractéristiques et les quantités d'effluents destinés à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au minimum.

Les opérations d'épandage sont conduites afin de valoriser au mieux les éléments fertilisants contenus dans les effluents et d'éviter toute pollution des eaux.

#### *Article 6.1.2 - Le plan d'épandage*

La gestion des effluents est encadrée par un plan d'épandage mis à jour en 2020, par la chambre d'agriculture de Saône-et-Loire.

Le plan d'épandage représente une surface agricole utile (SAU) de 137,61 ha sur les communes de BEAUBERY, DOMPIERRE LES ORMES, MONTMELARD et VEROSVRES, pour une surface potentiellement épandable de 90,8 ha.

Les parcelles d'épandage ne sont pas situées ni en zone vulnérable, ni en zone Natura 2000. Des îlots sont situés en ZNIEFF de type II et/ou en zones humides.

	Îlots concernés	SAU (ha)
ZNIEFF de type II n°260030465	1 en partie, 23 et 24	27,76 ha
ZNIEFF de type II n° 260014819	18 en partie	0,49 ha
ZNIEFF de type II n°260030281	1 en partie	0,45 ha
Zones humides	Partie d'îlots : 1, 2, 4, 12, 13, 14, 18, 23, 24, 25, 26, 108, 110, 113, 120 et 122	20,83 h

Cet épandage est effectué conformément au parcellaire joint en annexe 2 du présent arrêté.

#### **Article 6.1.3 - Distances d'épandage vis à vis des tiers**

Les distances minimales entre, d'une part, les parcelles d'épandage des effluents et, d'autre part, toute habitation des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées dans le tableau ci-dessous.

CATÉGORIE D'EFFLUENTS d'élevage bruts ou traités	DISTANCE MINIMALE d'épandage	CAS PARTICULIER
Fumiers de bovins compacts non susceptibles d'écoulement, après un stockage d'au minimum deux mois.	15 mètres	
Lisiers et purins. Fientes à plus de 65 % de matière sèche. Eaux blanches et vertes non mélangées avec d'autres effluents.	50 mètres	En cas d'injection directe dans le sol, la distance minimale est ramenée à 15 mètres.  Pour un épandage avec un dispositif de buse palette ou de rampe à palettes ou à buses, cette distance est portée à 100 mètres.
Autres	100 mètres	

L'épandage des fientes non-normées et des eaux de lavage, doit en outre respecter les règles fixées au titre II du présent arrêté.

#### **Article 6.1.4 - Modalités d'épandage**

L'épandage des effluents d'élevage est interdit :

- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers ;
- à moins de 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages ;
- à moins de 500 mètres en amont des piscicultures et des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté d'autorisation ;

- à moins de 35 mètres des berges des cours d'eau ; cette limite est réduite à 10 mètres si une bande de 10 mètres enherbée ou boisée et ne recevant aucun intrant est implantée de façon permanente en bordure des cours d'eau ;

- sur les terrains de forte pente sauf s'il est mis en place des dispositifs prévenant tout risque d'écoulement et de ruissellement vers les cours d'eau ;

- sur les sols pris en masse par le gel (exception faite pour les fumiers et les composts) ou enneigés ;

- sur les sols inondés ou détrempés ;

- pendant les périodes de fortes pluviosités ;

- sur les sols non utilisés en vue d'une production agricole ;

- par aéro-aspiration sauf pour les eaux issues du traitement des effluents.

L'épandage sur les parcelles drainées est réalisé sur sol ressuyé.

L'épandage des effluents d'élevage est interdit entre le 15 novembre et le 15 janvier.

Sauf circonstances exceptionnelles avec accord préalable de l'inspecteur des installations classées, l'épandage des effluents d'élevage est interdit les week-ends et les jours fériés.

#### *Article 6.1.5 - Fertilisation équilibrée*

La fertilisation doit être équilibrée et correspondre aux capacités exportatrices réelles de la culture ou de la prairie concernée.

En aucun cas la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur les sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puissent se produire.

Un plan prévisionnel de fumure est établi pour gérer la fertilisation.

Les valeurs fertilisantes des effluents, estimées d'après des tables de références reconnues, sont affinées par des analyses réalisées annuellement.

Les apports azotés, toutes origines confondues (organique ou minérale), sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures.

La fertilisation azotée organique est interdite sur toutes les légumineuses sauf la luzerne et les prairies d'association graminées-légumineuses.

Ces dispositions sont sans préjudice des dispositions édictées par les autres règles applicables aux élevages, notamment celles définies dans le cadre des programmes d'action en vue de la protection des eaux par les nitrates d'origine agricole ou du programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole.

#### *Article 6.1.6 - Cahier d'épandage*

L'enregistrement des pratiques de fertilisation azotée est réalisé par la tenue à jour d'un cahier d'épandage pour chaque parcelle ou îlot cultural, y compris pour les parcelles mises à disposition par des tiers.

Par îlot cultural, on entend un regroupement de parcelles homogènes du point de vue de la culture concernée, de l'histoire culturale (notamment pour ce qui concerne les successions et les apports organiques) et de la nature du terrain.

Le cahier d'épandage doit regrouper les informations suivantes :

- le bilan global de fertilisation ;
- l'identification des parcelles (ou îlots) réceptrices épandues ;
- les superficies effectivement épandues ;
- les dates d'épandage ;
- la nature des cultures ;
- les volumes par nature d'effluent et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;
- le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;
- le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe)

Les fientes normées qui seront reprises par la société TEOL (71) seront également enregistrées dans ce cahier.

Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

---

## **TITRE 7 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE**

---

### **CHAPITRE 7.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

### **CHAPITRE 7.2 - ODEURS ET GAZ**

Les bâtiments sont correctement ventilés. L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs ou de gaz, en particulier d'ammoniac, susceptibles de créer des nuisances de voisinage ou de nuire à la santé, à la sécurité publique ou à l'environnement.

En particulier, les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments sont proscrites.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ;
- dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées.

#### Gestion des odeurs.

L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes. Des prescriptions supplémentaires ont été imposées à l'exploitant et sont reprises dans l'article 2.1.6 du présent arrêté.

Les bâtiments respectent les MTD relatives aux émissions dans l'air pour les élevages de volailles.

### **CHAPITRE 7.3 - ÉMISSIONS ET ENVOLS DE POUSSIÈRES**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses.

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les opérations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussière.

---

## **TITRE 8 - DÉCHETS**

---

### **CHAPITRE 8.1 - PRINCIPES DE GESTION**

#### **Article 8.1.1 - Limitation de la production de déchets**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ;
- trier, recycler, valoriser ses déchets ;
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

#### **Article 8.1.2 - Stockage des déchets et sous-produits**

Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations

dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.

### Article 8.1.3 - Cas particulier des cadavres d'animaux

Les animaux morts sont entreposés et enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural.

En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage.

Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.

## TITRE 9 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES

### CHAPITRE 9.1 - LE BRUIT

Les dispositions de l'arrêté du 20 août 1985 susvisé sont complétées en matière d'émergence par les dispositions suivantes :

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

Pour la période allant de 6 heures à 22 heures :

DURÉE CUMULÉE d'apparition du bruit particulier T	ÉMERGENCE MAXIMALE Admissible en db (A)
T < 20 minutes	10
20 minutes ≤ T < 45 minutes	9
45 minutes ≤ T < 2 heures	7
2 heures ≤ T < 4 heures	6
T ≥ 4 heures	5

Pour la période allant de 22 heures à 6 heures : émergence maximale admissible : 3 db (A), à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tous points de l'intérieur des habitations riveraines des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;
- le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc.) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier et autres matériels qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (ils répondent aux dispositions de l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

---

## TITRE 10 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

---

### CHAPITRE 10.1 - PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'autosurveillance.

### CHAPITRE 10.2 - MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTOSURVEILLANCE

#### Article 10.2.1 - Déclaration des émissions polluantes

Conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation, l'exploitant déclare au préfet pour chaque année civile, les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets susvisé.

### CHAPITRE 10.3 - DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

#### Article 10.3.1 - Récapitulatif des documents tenus à la disposition

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation environnemental initial,
- les plans tenus à jour,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- le plan d'épandage et le cahier d'épandage,
- les rapports des contrôles techniques de sécurité (rapport de contrôle des installations électriques, vérification des extincteurs, etc.)
- les analyses des fientes en vue de leur normalisation,
- les documents d'accompagnement commerciale relatifs à la commercialisation des fientes normées,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté, ces documents peuvent être informatisés, une version papier doit être à disposition de l'inspection des installations classées.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Toutes les pièces archivées doivent être conservées au minimum 5 ans.

---

## TITRE 11 - DISPOSITIONS DE MISE EN ŒUVRE DE DIRECTIVE IED

---

### CHAPITRE 11.1 - MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES

#### Article 11.1.1 - Définitions

En matière d'élevage de volailles, les meilleures techniques disponibles reposent sur :

- l'application de bonnes pratiques agricoles et d'une politique interne environnementale,
- la stratégie d'alimentation des volailles,
- les usages de l'eau et l'énergie,
- les émissions : sonores, poussières, odeurs,



- la gestion des effluents : stockage, traitement, épandage,
- la surveillance des émissions,
- les émissions d'ammoniac selon le type de logement.

#### **Article 11.1.2 - Mise en œuvre**

L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles.

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R. 515-59 du code de l'environnement.

L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés :

- une surveillance au moins annuelle de l'azote et du phosphore excrétés par calcul, au moyen d'un bilan massique basé sur la prise alimentaire, la teneur en protéines brutes du régime alimentaire, le phosphore total et les performances des animaux,

- une surveillance au moins annuelle des émissions atmosphériques d'ammoniac basé sur le mode de calcul GEREP mis à disposition par le ministre en charge de l'environnement pour les déclarations d'émissions polluantes et de déchets.

- une surveillance mensuelle de la consommation d'eau au moyen de relevés,

- une surveillance au moins annuelle de la consommation d'électricité, de combustible, du nombre d'animaux entrants et sortants, y compris les décès, de la consommation d'aliments, de la production de fientes et de produits normés.

L'exploitant prend les actions correctives appropriées lorsque les résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations.

Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ces investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

---

## **TITRE 12 - ANNEXES**

---

### **CHAPITRE 12.1 - PLANS**

**Article 12.1.1 - Plan général des installations autorisées**

**Article 12.1.2 - Liste des parcelles d'épandage**

---

## **TITRE 13 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION**

---

### **CHAPITRE 13.1 - MODALITÉS**

#### **Article 13.1.1 - Délais et voies de recours**

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'auprès du tribunal administratif de DIJON.

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie:

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 13.1.2 - Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

1° une copie du présent arrêté est déposée en mairie de VEROSVRES et peut y être consultée;

2° un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de VEROSVRES pendant une durée minimale d'un mois. Le maire de la commune de VEROSVRES fera connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de Saône-et-Loire l'accomplissement de cette formalité.

3° le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### **Article 13.1.3 - Exécution et ampliation**

M. le secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire, M. le maire de la commune de VEROSVRES et Mme la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite au maire de VEROSVRES.

Fait à Mâcon, le **- 6 AOUT 2021**  
Le préfet,

Pour le préfet,  
le secrétaire général de la  
préfecture de Saône-et-Loire

David Anthony DELAVOËT

## Table des matières

<b>TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>2</b>
<b>Chapitre 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....</b>	<b>2</b>
Article 1.1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation.....	2
Article 1.1.2 - Élevage relevant de la directive IED.....	2
<b>Chapitre 1.2 - Nature des installations.....</b>	<b>2</b>
Article 1.2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau.....	2
Cette directive oblige les projets à aligner leurs performances environnementales sur celles des meilleures techniques disponibles. Ainsi, le BREF élevage définit les meilleures techniques disponibles pour réduire les émissions d'ammoniac des plus grandes exploitations.....	3
Article 1.2.2 - Situation de l'établissement.....	3
Article 1.2.3 - Consistance des installations autorisées.....	3
<b>Chapitre 1.3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation.....</b>	<b>4</b>
<b>Chapitre 1.4 - DURÉE DE L'AUTORISATION.....</b>	<b>4</b>
<b>Chapitre 1.5 - Modifications et cessation d'activité.....</b>	<b>4</b>
Article 1.5.1 - Modification du champ de l'autorisation.....	4
Article 1.5.2 - Mise à jour de l'étude de dangers et de l'étude d'impact.....	4
Article 1.5.3 - Équipements abandonnés.....	4
Article 1.5.4 - Transfert sur un autre emplacement.....	4
Article 1.5.5 - Changement d'exploitant.....	4
Article 1.5.6 - Cessation d'activité.....	5
<b>Chapitre 1.6 - Incidents ou accidents.....</b>	<b>5</b>
Article 1.6.1 - Déclaration et rapport.....	5
<b>Chapitre 1.7 - Réglementation.....</b>	<b>5</b>
Article 1.7.1 - Réglementation applicable.....	5
Article 1.7.2 - Compléments, renforcements des prescriptions.....	5
Article 1.7.3 - Respect des autres législations et réglementations.....	6
<b>TITRE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES.....</b>	<b>6</b>
<b>Chapitre 2.1 - COMPLÉMENTS RENFORCEMENTS DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>6</b>

Article 2.1.1 - Intégration paysagère.....	6
Article 2.1.2 - Bruit.....	6
Article 2.1.3 - Défense extérieure contre l'incendie.....	6
Article 2.1.4 - Epandage des effluents.....	6
Article 2.1.5 - <i>Gestion des eaux pluviales</i> .....	6
Article 2.1.6 - <i>Nuisances olfactives liées au hangar de stockage des fientes</i> .....	7
<b>TITRE 3 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....</b>	<b>7</b>
<b>Chapitre 3.1 - Exploitation des installations.....</b>	<b>7</b>
Article 3.1.1 - Objectifs généraux.....	7
Article 3.1.2 - Périmètre d'éloignement.....	7
<b>Chapitre 3.2 - Intégration dans le paysage - BIODIVERSITÉ.....</b>	<b>8</b>
Article 3.2.1 - Propreté.....	8
Article 3.2.2 - Biodiversité.....	8
<b>Chapitre 3.3 - Danger ou nuisance.....</b>	<b>8</b>
<b>TITRE 4 - PRÉVENTION DES RISQUES ET ACCIDENTS.....</b>	<b>8</b>
<b>Chapitre 4.1 - PRINCIPES DIRECTEURS ET DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES.....</b>	<b>8</b>
Article 4.1.1 - Voies de circulation.....	8
<b>Chapitre 4.2 - PROTECTION CONTRE L'INCENDIE.....</b>	<b>8</b>
Article 4.2.1 - Protection interne.....	8
La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs de capacité et de nature différente appropriée aux risques à combattre et répartis sur le site aux endroits stratégiques : extincteurs CO2 de 2 à 6 kg à proximité des armoires électriques et extincteurs à poudre polyvalente de 6 kg à proximité du groupe électrogène et du stockage de gaz.....	8
Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.....	9
Article 4.2.2 - Protection externe.....	9
<b>Chapitre 4.3 - PRÉVENTION DES ACCIDENTS.....</b>	<b>9</b>
<b>TITRE 5 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....</b>	<b>9</b>
<b>Chapitre 5.1 - Prélèvements et consommation d'eau.....</b>	<b>9</b>
Article 5.1.1 - Origine des approvisionnements en eau.....	9
Article 5.1.2 - Protection des réseaux d'eau potable.....	9
Article 5.1.3 - Adaptation des prescriptions en cas de sécheresse.....	10
<b>Chapitre 5.2 - GESTION DES EAUX PLUVIALES.....</b>	<b>10</b>
<b>Chapitre 5.3 - GESTION DES EAUX USÉES.....</b>	<b>10</b>
<b>Chapitre 5.4 - GESTION DES EFFLUENTS.....</b>	<b>10</b>
Article 5.4.1 - Règles générales.....	10
Article 5.4.2 - Identification des effluents.....	10
Article 5.4.3 - Normalisation des fientes de volailles.....	11
<b>TITRE 6 - LES EPANDAGES.....</b>	<b>11</b>
<b>Chapitre 6.1 - CONDITIONS D'ÉPANDAGE DES EFFLUENTS.....</b>	<b>11</b>
Article 6.1.1 - <i>Règles générales</i> .....	11
Article 6.1.2 - Le plan d'épandage.....	11
Article 6.1.3 - <i>Distances d'épandage vis à vis des tiers</i> .....	12
Article 6.1.4 - <i>Modalités d'épandage</i> .....	12
L'épandage des effluents d'élevage est interdit :.....	12
Article 6.1.5 - Fertilisation équilibrée.....	13
Article 6.1.6 - Cahier d'épandage.....	13
<b>TITRE 7 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE.....</b>	<b>14</b>
<b>Chapitre 7.1 - Dispositions générales.....</b>	<b>14</b>

Chapitre 7.2 - Odeurs et gaz.....	14
Chapitre 7.3 - ÉMISSIONS ET ENVOLS DE POUSSIÈRES.....	14
<b>TITRE 8 - DÉCHETS.....</b>	<b>14</b>
Chapitre 8.1 - PRINCIPES DE GESTION.....	14
Article 8.1.1 - Limitation de la production de déchets.....	14
Article 8.1.2 - Stockage des déchets et sous-produits.....	14
Article 8.1.3 - Cas particulier des cadavres d'animaux.....	15
<b>TITRE 9 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES.....</b>	<b>15</b>
Chapitre 9.1 - LE BRUIT.....	15
<b>TITRE 10 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS.....</b>	<b>16</b>
Chapitre 10.1 - PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE.....	16
Chapitre 10.2 - MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTOSURVEILLANCE.....	16
Article 10.2.1 - Déclaration des émissions polluantes.....	16
Chapitre 10.3 - documents tenus à la disposition de l'inspection.....	16
Article 10.3.1 - Récapitulatif des documents tenus à la disposition.....	16
<b>TITRE 11 - DISPOSITIONS DE MISE EN ŒUVRE DE DIRECTIVE IED.....</b>	<b>16</b>
Chapitre 11.1 - MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES.....	16
Article 11.1.1 - Définitions.....	16
Article 11.1.2 - Mise en œuvre.....	17
<b>TITRE 12 - ANNEXES.....</b>	<b>17</b>
Chapitre 12.1 - Plans.....	17
Article 12.1.1 - Plan général des installations autorisées.....	17
Article 12.1.2 - Liste des parcelles d'épandage.....	17
<b>TITRE 13 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION.....</b>	<b>17</b>
Chapitre 13.1 - Modalités.....	17
Article 13.1.1 - Délais et voies de recours.....	17
Article 13.1.2 - Publicité.....	18
Article 13.1.3 - Exécution et ampliatio	18

